

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/73/Add.1

10 novembre 2000

(00-4773)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais/
espagnol

COMMUNICATION DE LA BOLIVIE CONCERNANT LE PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Projet de décision

Addendum

La Mission permanente de la Bolivie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 novembre 2000.

PRENANT NOTE de la demande présentée par le gouvernement bolivien au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), fait à Marrakech le 15 avril 1994, en vue d'obtenir une prorogation du délai pour l'application des dispositions de cet accord,

RECONNAISSANT que, le 13 septembre 1995, la Bolivie est devenue partie contractante à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter du 13 septembre 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord, et qu'il était donc prévu qu'elle applique les dispositions de cet accord d'ici au 13 septembre 2000,

CONSIDÉRANT que la Bolivie a accompli des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

CONSIDÉRANT aussi que la Bolivie a récemment demandé et reçu une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et continue d'exprimer son intérêt pour une telle assistance technique,

NOTANT la détermination dont la Bolivie fait preuve et les efforts considérables qu'elle accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière,

NOTANT aussi l'objectif de la Bolivie consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que les autorités boliviennes ont établi un programme de travail détaillé¹ pour permettre d'élaborer et d'adopter une législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques internes, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT qu'en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, la Bolivie n'applique pas actuellement de valeurs minimales et notant également qu'elle n'a pas l'intention de le faire dans l'avenir,

PRENANT NOTE des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition et des rapports du Groupe de travail de l'inspection avant expédition²,

NOTANT en outre que la Bolivie a l'intention, si elle décide de continuer à utiliser l'inspection avant expédition après la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de limiter l'utilisation des services d'inspection avant expédition conformément à l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition et qu'elle a mis en place un mécanisme administratif destiné à résoudre rapidement tout problème que pourraient rencontrer les exportateurs d'autres pays avec les services d'inspection avant expédition,

NOTANT que le gouvernement bolivien mettra en œuvre et appliquera d'ici au 31 décembre 2001 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données³,

RECONNAISSANT que la Bolivie a indiqué que ce serait la seule demande de prolongation du délai pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

DÉCIDENT, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, la Bolivie pourra différer encore l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, sans dépasser la date du 31 décembre 2001.
2. Le gouvernement bolivien rendra compte au Comité de l'évaluation en douane d'ici à la fin de mars et octobre 2001 des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail reproduit à l'annexe I, et de la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane conformément aux conditions et modalités énoncées dans la présente décision.

La présente décision est sans préjudice des droits et obligations de la Bolivie au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

¹ Annexe I – Programme de travail.

² G/L/214 (2 décembre 1997) et G/L/300 (18 mars 1999).

³ G/VAL/5.

Annexe I

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE L'OMC SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE EN BOLIVIE

ACTIVITÉS		2000		2001												2002					
		N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J
1.	ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA Législation																				
1.1	Élaboration de la législation bolivienne sur l'évaluation en douane																				
1.2	Mise au point des procédures et des systèmes administratifs douaniers relatifs à l'évaluation																				
1.3	Rédaction des procédures conformément à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et à la législation bolivienne sur l'évaluation en douane																				
1.4	Développement de systèmes et de programmes pour l'évaluation des risques																				
1.5	Examen et amélioration des projets de textes (au sein du Service des douanes et à l'extérieur)																				
1.6	Visite d'une mission de l'Organisation mondiale des douanes en vue de réviser le projet de législation																				
1.7	Révision de la législation et des procédures par l'Organisation mondiale des douanes																				
1.8	Adoption par la Direction des douanes de la législation et des procédures																				
1.9	Transmission à l'OMC et réponses aux questionnaires																				
1.10	Approbation définitive par la Direction des douanes de la législation et des procédures																				
1.11	Phase d'essai																				
1.12	Mise en œuvre de l'Accord																				
2.	RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION																				
2.1	Renforcement des unités locales d'évaluation																				
2.2	Renforcement de l'unité centrale des services d'évaluation																				
2.3	Formation générale et préparation du personnel pour l'application de la réglementation de l'OMC sur l'évaluation en douane																				
2.4	Formation et préparation du personnel au sujet des normes et procédures du Service national des douanes pour l'évaluation en douane																				
2.5	Formation des utilisateurs des services douaniers																				
2.6	Élaboration des manuels de fonctions pour le Département de l'évaluation																				
2.7	Supervision, suivi et contrôle de la mise en œuvre de l'Accord par les consultants de la BID																				
2.8	Intégration des consultants de la BID à l'effectif de fonctionnaires du Service des douanes																				
3.	ANALYSE DES PRIX ET LOGICIELS																				
3.1	Élaboration du système d'évaluation																				
3.2	Incorporation des prix de référence dans la base de données																				
3.3	Analyse des prix et classification des caractéristiques de la valeur																				
3.4	Adaptation de l'infrastructure de communications et des autres besoins en équipements informatiques																				
3.5	Essais pilotes																				
3.6	Mise en œuvre du système d'évaluation																				
3.7	Formation des fonctionnaires du Service national des douanes à l'utilisation du système																				